



## ENJEUX DE LA MAUVAISE GOUVERNANCE SUR LA RECHERCHE DE TRAVAIL A MADAGASCAR

<sup>1</sup>MAMIARISOA Jean Edith Françoise, <sup>2</sup>MBIMA Césaire, <sup>3</sup>BELA Christian

(1) Docteur en Sciences Sociales, Université de Tuléar Madagascar

(2) Docteur en Sciences économiques, Université de Rouen

(3) Maître de conférences Habilité à Diriger des Recherches

### Résumé:

L'utilisation du pouvoir investi à des fins personnelles », la mauvaise gouvernance est devenue aujourd'hui un fardeau multidimensionnel. Actuellement, Madagascar est classé aux cent quarante septième rangs mondiaux en termes d'indice de perception de la mauvaise gouvernance. L'objectif de ce manuscrit est d'évaluer les enjeux de la mauvaise gouvernance dans l'employabilité des jeunes diplômés universitaires en Afrique, afin de définir des perspectives pour le cas de Madagascar. Pour réaliser ce travail, 280 personnes ont été enquêtées et les données ont été traitées sous le logiciel SPSS. Les résultats ont révélé qu'une grande partie des chômeurs sont des jeunes. 45% de la population étudiée ne savent rien sur les impacts de la mauvaise gouvernance dans l'ensemble. Seulement 38% ont une bonne connaissance sur ce fléau. La quasi-totalité des enquêtés (73%) n'a jamais entendu au moins une action d'information, d'éducation et de communication en matière de la bonne gouvernance ou la lutte contre la mauvaise gouvernance. Une faible proportion a confirmé qu'ils ont déjà entendu (27%). Outre la difficulté du gouvernement à mettre en place une politique de promotion de l'emploi, le chômage s'explique également par le manque de crédibilité des sortants Universitaires. La mauvaise gouvernance durant l'étude est un facteur qui limite la capacité des jeunes diplômés à trouver un emploi. La prolifération de la corruption rend plus complexe la recherche d'emploi des sortants universitaires. Le problème de l'emploi des jeunes n'est pas seulement le reflet du manque d'offre sur le marché du travail, mais aussi de leur capacité technique par rapport à leur diplôme déclaré. Par conséquent, la résolution du problème de l'emploi doit d'abord passer par une bonne gouvernance dans les établissements scolaires.

Mots-clés: Mauvaise gouvernance, chômage, sortants universitaires, Madagascar

### Abstract

The use of invested power for personal ends", bad governance has today become a multidimensional burden. Currently, Madagascar is ranked one hundred and forty-seventh worldwide in terms of the bad governance perception index. The aim of this manuscript is to assess the stakes of bad governance in



the employability of young university graduates in Africa, in order to define perspectives for the case of Madagascar. To achieve this, 280 people were surveyed and the data processed using SPSS software. The results revealed that a large proportion of the unemployed are young people. 45% of the population studied knew nothing about the impact of bad governance overall. Only 38% have a good knowledge of this scourge. Almost all respondents (73%) had never heard of at least one information, education or communication campaign on good governance or the fight against bad governance. A small proportion confirmed that they had (27%). In addition to the government's difficulty in implementing a policy to promote employment, unemployment can also be explained by the lack of credibility of university leavers. Poor governance during the study period is a factor limiting the ability of young graduates to find employment. The proliferation of corruption makes it more difficult for university leavers to find jobs. The problem of youth employment is not only a reflection of the lack of supply on the job market, but also of their technical capacity in relation to their declared diploma. Consequently, solving the employment problem must first involve good governance in educational establishments.

Key words: Poor governance, unemployment, university leavers, Madagascar

**Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.13825215>**

---

## **1. Introduction**

Définie par Transparency International comme « l'utilisation du pouvoir investi à des fins personnelles », la mauvaise gouvernance est devenue aujourd'hui un fardeau multidimensionnel. Selon le Bureau Indépendant Anti-mauvaise gouvernance ou BIANCO, la mauvaise gouvernance est « le mauvais usage de pouvoirs dont on est investi, à des fins personnelles, ou comme la commercialisation du pouvoir administratif ». Réduisant l'efficacité des services publics ainsi que la qualité des services fournis, elle touche plus les pays pauvres comme l'Afrique que les développés (Banque mondiale, 2015). Actuellement, Madagascar est classé au 147<sup>e</sup> rang mondial en termes d'indice de perception de la mauvaise gouvernance et le pays se trouve dans les cinq derniers rangs des plus pauvres du monde (FMI, 2022). Selon l'enquête Afrobaromètre, la plupart des Malgaches constatent une hausse alarmante du niveau de mauvaise gouvernance en 2014, par rapport à 2013, et décrivent l'insuffisance de performance du gouvernement à mener à bien la lutte contre ce fléau. Ainsi, les universités et les autres institutions ne peuvent pas s'échapper à ce fléau. La problématique tourne au tour du fait qu'une grande partie des jeunes sortants de l'université se rencontre avec une contrainte de crédibilité dans l'environnement de travail, plus précisément à la première embauche. Ainsi, les établissements et entreprises sont parfois



régissant aux jeunes réalisant leur cursus dans des universités nationales. L'objectif de ce manuscrit est d'évaluer les enjeux de la mauvaise gouvernance dans l'employabilité des jeunes diplômés universitaires en Afrique, afin de définir des perspectives pour le cas de Madagascar.

## 2. Méthodes

Outre les observations participatives et la recherche bibliographique, un entretien ont été menée auprès de services concernés, dans la région Atsinanana, Madagascar. Il s'agit d'une étude transversale rétrospective (Pauw et al. 2008), réalisée pour obtenir des données secondaires concernant l'attitude et comportement de la population d'une part et afin de reformuler des pistes de solution aux défaillances constater d'autre part. Les données recueillies ont été traitées sous Windows Word et Excel (version 2010) et les résultats bruts de l'enquête et analysées avec le logiciel SPSS, version 20.

## 3. Résultats

Dans cette partie, les résultats seront présenter afin d'en porter des interprétations et discussions y afférentes.

Tableau 1. Niveau de scolarité des enquêtés

Niveau	Non scolarisé	Primaire	Secondaire	Universitaire	Total
Effectif	68	28	36	148	280
Proportion	24%	10%	13%	53%	100%

Cette illustration montre que la population ciblée de l'étude est en grande partie universitaire. Par contre, environ 24% n'ont jamais été à l'école.

Tableau 2. Fréquence de cas d'incrédibilité en recherchant de travail

Fréquence	Rare	Moins fréquent	Très fréquent	Total
Effectif	36	109	134	280
Proportion	13%	39%	48%	100%

Source: Auteur, 2021

Environ 13% des enquêtés affirmaient que les cas d'incrédibilité en recherchant de travail sont rares. Tandis que 39% trouvent que ce cas est moins fréquent et 48% le trouve très fréquent.



Tableau 3. Principales cause de l'incrédibilité au travail

Causes	Manque de professionnalisme	Pratique de mauvaise gouvernance pendant le cursus	Autres	Total
Effectif	81	184	14	280
Proportion	29%	66%	5%	100%

Source : Auteur, 2021

Dans cette étude, nos enquêtés ont affirmé que le manque de professionnalisme (29%) et la pratique de mauvaise gouvernance pendant le cursus (66%), constituent comme principales cause de l'incrédibilité au travail

Tableau 4. Connaissance sur les impacts de la mauvaise gouvernance

Connaissance	Ne sais rien	Peu de connaissance	En bonne connaissance	Total
Effectif	126	48	106	280
Proportion	45%	17%	38%	100%

Notre enquête a pu révéler qu'environ 45% de la population étudiée ne savent rien sur les impacts de la mauvaise gouvernance dans l'ensemble. Seulement 38% ont une bonne connaissance sur ce fléau.

Tableau 5. Entendu d'une action d'information, d'éducation et de communication

Réponse	Oui	Non	Total
Effectif	76	240	280
Proportion	27%	73%	100%

La quasi-totalité des enquêtés (73%) n'a jamais entendu au moins une action d'information, d'éducation et de communication en matière de la bonne gouvernance ou la lutte contre la mauvaise gouvernance. Une faible proportion a confirmé qu'ils ont déjà entendu (27%).

## 4. Discussions

### 3.1. Caractéristiques de la population, des tranches d'âge victime de chômage

Cet illustration montre que plus de la moitié des chômeurs a terminé leur étude en niveau supérieur. En général, cette densité est expliquée par différents paramètres, dépendants ou indépendants, entre autres : l'incrédibilité par rapport aux diplômes, le manque d'expérience et la rareté des offres d'emploi. En somme, la grande partie des chômeurs sont des jeunes diplômés des universités nationales. Selon l'Organisation Internationale du Travail (OIT), les jeunes peuvent représenter jusqu'à 36 % de la



population totale, en âge de travailler, et 3 personnes au chômage sur 5 en Afrique sont des jeunes. La combinaison de croissance de la population, associée à des taux de fertilité élevés, et un faible taux de création d'emplois, en Afrique, présente des défis pour les jeunes (OIT, 2013). Selon l'institut national de la statistique (INSTAT), la population urbaine est beaucoup plus victime du chômage que la population rurale. Les personnes en premier quête d'emploi, c'est-à-dire les jeunes, ont le plus de difficulté, et mettent beaucoup plus de temps à trouver un emploi, comparés à ceux qui ont déjà effectué un travail. Outre la difficulté du gouvernement à mettre en place une politique de promotion de l'emploi, le problème de chômage s'explique également par le manque de crédibilité des diplômés et leur diplôme.

### **3.2. La corruption, une manifestation de la mauvaise gouvernance**

Comme dans toutes autres institutions publiques, dans des Universités malgaches, la mauvaise gouvernance a sa caractère et manifestation un peu spécifique. En général, il y a plusieurs formes de mauvaise gouvernance. On s'intéresse beaucoup à la mauvaise gouvernance qui se pratique souvent au sein de l'administration. En cela, la banque mondiale retient les formes suivantes : les pots-de-vin, la fraude, le favoritisme, les dessous de table, l'extorsion et le détournement de fonds. Mais pour le contexte dans des Université, nous retenons seulement les trois premières formes.

La première constitue comme le don illicite, quel que soit sa forme (argent, cadeau) afin de passer d'un niveau à l'autre ou de changer des relevés de notes. La seconde forme s'intéresse à la falsification de données et d'autorisation de changer des notes ou appréciations par exemple. Tandis que la troisième c'est t le fait de favoriser des étudiants proches des responsable dans l'administration et/ou Enseignant. Ainsi, il s'agit pour un agent public aussi, toute personne agissant pour eux, de favoriser, par un acte irrégulier, un soumissionnaire dans un marché public. D'ailleurs, la corruption est une forme d'abus d'autorité qui implique des transactions ou des échanges entre des acteurs politiques, économiques et sociaux. D'où une typologie liée à l'échange, selon l'organisation de sa manifestation, et selon le montant de pots de vin qu'on paye. Quand on parle de ces types, on se réfère à la sphère où elle se passe. La mauvaise gouvernance législative est le fait, par des députés, de vendre des lois réglementaires ou budgétaires aux groupes de pression. Ici, les parlementaires votent ou non les projets ou propositions de lois qui leur sont soumis pour approbation (KLITGAARD Robert, 2002). Quant à la corruption administrative, elle s'identifie par le fait d'un fonctionnaire d'une administration, de recevoir de pots-de-vin, dans le cadre de leur fonction. Cette mauvaise gouvernance est la plus connue et a une répercussion directe sur la vie quotidienne de la population bénéficiaire des services publics. En outre, la mauvaise gouvernance peut être active ou passive. La corruption active consiste à proposer de l'argent



ou un service à une personne qui détient un pouvoir, en échange d'un avantage indu. Elle est donc le fait pour toute personne de proposer à un agent public, un avantage illégal, pour qu'il accomplisse, ou s'abstienne d'accomplir un acte de ses fonctions. Tandis que la corruption passive consiste à accepter cet argent. Dans le secteur public: c'est le fait pour tout agent public ou élu de solliciter ou d'accepter d'un usager un avantage illégal, pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte de ses fonctions, tandis que dans le secteur privé: c'est le fait pour toute personne exerçant dans le secteur privé, de solliciter ou d'accepter un avantage illégal, pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte de ses fonctions. Ces deux catégories de corruption sont tous capable de nuire la valeur des diplômés et leur employabilité, à moyen et long termes.

### **3.3. Problème de crédibilité et d'expériences : un grand défi des sortants des Universités**

La possibilité de mauvaise gouvernance pendant les études universitaires est un facteur qui limite la capacité des jeunes diplômés à trouver un emploi. Dans son ensemble, près de la moitié des enquêtés ont confirmaient qu'ils avaient fréquemment s'est rencontrer avec de problèmes d'incrédibilité (en diplôme et expérience). Dans cette optique, les jeunes nouvellement diplômés et à la fois moins expérimentés sont majoritairement les plus victime. A Madagascar, comme dans des autres pays d'Afrique, le chômage des jeunes diplômés est dans sa grande partie étroitement lié au manque d'expérience et à l'incrédibilité de leur diplôme. Ce dernier est amplifié par des rumeurs concernant la prolifération des cas de la mauvaise gouvernance dans des Universités publiques et privées dans le pays. En outre, l'existence des crises politique cyclique dans le pays lui a rendu plus vulnérable dans plusieurs domaines. La quasi-totalité des enquêtés confirmaient que la pratique de mauvaise gouvernance pendant le cursus du propriétaire du diplôme constitue comme premier déterminant de l'incrédibilité des jeunes diplômés. Plus précisément, les employeurs sont majoritairement en soucis de l'existence de mauvaise gouvernance associé à la détention de diplôme universitaire. Cette attitude leurs rendent à favoriser les plus expérimentés, même si ces derniers n'ont pas un diplôme de haut niveau. En effet, l'ampleur de la mauvaise gouvernance a des répercussions sur la valeur du titulaire du diplôme et sur le régime actuel du système éducatif. En général, elle se manifeste non seulement au niveau du passage dans les universités, mais aussi au niveau des procédures d'obtention des diplômes. La prolifération de la mauvaise gouvernance rend plus complexe la question de l'employabilité des jeunes diplômés. Malgré les effets néfastes de la mauvaise gouvernance au niveau des Universités, une grande partie de la population cible ne sais rien encore sur leur empileurs. Près de leur moitié ne savent pas le danger possible de la pratique de la mauvaise gouvernance pour la crédibilité de diplômes des jeunes, ainsi que



leur employabilité. Cette attitude et comportement peuvent être l'impact d'une part l'inexistence des programmes de communication et d'autre part l'inefficacité et l'incohérence des actions adoptées. La mauvaise gouvernance gagne du terrain dans des Universités car la population connaît mal l'environnement général sur le fléau et ses impacts néfastes. Alors, lutter contre la mauvaise gouvernance doit être commencé par des stratégies de communication pertinentes et cohérentes à la réalité. Ainsi, depuis des décennies, la lutte contre la mauvaise gouvernance, en faisant partie de la pratique de bonne gouvernance, est même une condition exigée par les institutions internationales comme la banque mondiale, le FMI, la BAD, etc. Dans ce contexte, la place de la lutte contre la mauvaise gouvernance au sein d'une étude sur le développement socio-économique est importante.

La quasi-totalité des enquêtés dans cette étude confirmait qu'il n'a jamais entendue d'au moins une action d'information, d'éducation et de communication dans la lutte contre la mauvaise gouvernance dans l'environnement de l'enseignement supérieur. Ce contexte peut expliquer l'ampleur et la prolifération de la mauvaise gouvernance dans des Universités. Seulement une petite partie de la population cible a confirmé le cas contraire. Mais cette dernière n'arrive pas peut être à influencer l'environnement qui est un peu complexe dans l'Université. Ainsi, les actions ne peuvent pas toujours une réussite par rapport aux objectifs prévus. La majorité des actions d'IEC menées par les organisations ou associations visent à changer le comportement et attitude de la population donnée. Ainsi, l'efficacité des programmes d'IEC est limitée car la méthodologie de l'approche adoptée n'a jamais pris en compte la réalité dans laquelle vit la population. En outre, l'inadéquation et/ou l'impertinence du programme d'IEC influence la participation active de la population (RADIMILAHY, 2020).

#### **4. Conclusion**

Un phénomène souterrain caché, au sens qu'elle s'opère en coulisse, et que les acteurs ne sont connus que par voie informelle, la mauvaise gouvernance est considérée comme une injustice caractérisée par l'abus d'une fonction sociale, et le mauvais usage des ressources disponibles. A Madagascar, comme dans les autres pays pauvres, la mauvaise gouvernance gagne du terrain. La prolifération de cette dernière se manifeste par des diverses formes et typologies (active ou passive). Si la mauvaise gouvernance affecte négativement l'économie du pays, en diminuant la recette de l'État, par le biais de la fraude et de l'évasion fiscale. Pour l'université et les jeunes sortants, elle peut mettre en danger les chômeurs vis-à-vis l'environnement de travail, ainsi que leur employabilité expliquée par l'incrédulité envers l'employeur. La réalité a montré que la sensibilisation en faveur de la lutte contre la mauvaise gouvernance est encore un grand défi pour les organismes concernés. La négligence de l'état actuel du



problème peut affecter tous mécanismes visant la résolution des toutes sortes de crises et le développement socio-économique des pays Africains.

S'il s'avère impossible d'éradiquer complètement ces problèmes de mauvaise gouvernance, du moins dans un horizon proche, il est cependant possible d'adapter des dispositions comme des règlements intérieurs standards. Ainsi, la redynamisation des programmes d'IEC est l'une de possibilité à la diminution de leurs impacts. Comme la mission des toutes Universités est de produire de capital humain et employable au service du développement, la lutte contre la corruption devrait être une obligation de tous les acteurs.

### **Références**

- ANDVIGET, F, C., (2008). Poverty and Police Mauvaise gouvernance in Developing Countries, CHR. Michelsen Institute.
- BARDHAN., (1997). Mauvaise gouvernance and development, *Review of issues. Journal of Economic Literature* 35, 3, 1320-1346.
- DREHER, K., (2007). Mauvaise gouvernance around the world: evidence from a structural model. *Journal of Comparative Economics*, pp443-466
- DREHER., SCHNEIDER., (2006). Mauvaise gouvernance and the Shadow Economy : An Empirical Analysis, *Center for Research in Economics, Management and the Arts*.
- KLITGAARD, Robert., (2002). *Villes corrompus*, Ed. Nouveaux horizons, Paris, p1
- Organisation Internationale du Travail., (2013). Evaluation de la situation de l'emploi en Afrique.
- Organisation mondiale de la Santé, (1989). La santé des jeunes, Genève Mars, p9
- RADIMILAHY, M. A., (2020). Importance d'un programme d'information-éducation- communication face au développement durable (cas du concombre de mer à analanjirofo), Madagascar, *Revue des Sciences, de Technologies et de l'Environnement (RSTE), Volume 3*, Édition : Spéciale Université d'ÉTÉ, pp270-271, ISSN : 2709-8192\_ <https://portal.issn.org/resource/ISSN/2709-8192>